

Enbarr

Mariage homo
la controverse

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
11 octobre 2012
n° 2248
1,30 €

Sauveur Bacho

ouvrir
le dialogue
avec le
pouvoir central

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



L'heure de vérité approche

VOILÀ donc la nouveauté. Les raisons que nous avançons dans le dossier de la collectivité territoriale ne seraient pas suffisantes pour conduire à sa création. Puisque, de leur côté, nos dirigeants n'ont plus de raison de s'opposer à la mise en place d'une collectivité territoriale, ils tentent désormais de minimiser ou d'invalider les nôtres. Les deux arguments majeurs qui motivaient le refus des gouvernements successifs ont sauté. Plus de lutte armée, ni en Iparralde, ni en Hegoalde... même plus quelque pétard nocturne pour noircir les murs... impossible de nous opposer la persistance de la violence. Plus de problème non plus du côté du manque de consensus dans la société civile et les élus, puisque chaque jour qui passe convertit de nouveaux partisans. Le dernier en date était le centriste Veunac, adjoint au maire de Biarritz et conseiller régional d'Aquitaine, qui, n'ayant pas participé à Batera pendant les dix dernières années, déclarait publiquement, devant l'assistance venue nombreuse à la chambre du commerce, son adhésion nouvelle à notre démarche. De l'UMP à l'extrême-gauche, des responsables économiques de la CCI en passant par les défenseurs des droits des salariés et des agriculteurs, les plaidoyers en faveur de la cause de l'institutionnalisation du Pays Basque sont aussi nombreux que variés, étayés d'expérience et d'exemples concrets.

Il se rencontre malgré tout encore des responsables locaux du parti au pouvoir pour leur trouver un manque de validité. La présence d'une identité forte sur ce territoire ne justifierait en aucun cas la création d'une institution. Non content d'occulter l'ensemble des autres raisons avancées par les promoteurs de la collectivité, ils focalisent sur un point précis, pensant peut-être centrer l'attention sur le côté identitaire de la proposition, et donc tenter une énième fois de réveiller l'épouvantail du nationalisme, du sectarisme et du communautarisme.

Ils se trompent. Les Etats généraux de Batera l'ont prouvé, la démarche est sereine, consensuelle et mature. Elle a passé, depuis bien longtemps, les vieux débats qui clivent ou qui effraient. Batera se sait dans son bon droit. Elle revendique le fait d'exercer le pouvoir au plus près des citoyens, de leurs attentes, et ce dans un périmètre qui a du sens pour eux, le territoire Pays Basque. Ce que cachent les arguments de ceux qui ne sont pas convaincus, c'est l'idée que notre territoire est mineur, incapable de prendre en charge une part de son destin. Manque de confiance, croyance en l'omniscience de l'Etat qui pourtant partout se retire, se désengage, se défausse. Jeudi dernier, Marylise Lebranchu concédait que «*quand un problème vous est posé par tout le monde, c'est qu'il existe vraiment*», pour ajouter ensuite qu'elle non plus ne voyait pas de raison qui plaide en faveur d'une collectivité territoriale, «*il faut faire avec ce que l'on sait faire*». Double faute, Madame la ministre. Batera ne pose pas un problème, elle avance une solution. Et la France sait faire des collectivités territoriales à statut spécifiques, elle en a créé au moins deux, l'une pour Paris, l'autre pour la Corse.

Voici donc comment s'apprête, une nouvelle fois, le Parti Socialiste, à tourner le dos aux espérances portées par une grande partie de la société d'Iparralde. Pourtant, dans les cœurs, dans les esprits et dans les faits, le département bicéphale des Pyrénées-Atlantiques a vécu. Ne manque que le droit pour passer à autre chose, c'est tout. La délégation conduite le 11 octobre prochain par Jean-Jacques Lasserre parviendra-t-elle à déverrouiller l'immobilisme des gouvernements successifs? Ou faudra-t-il que, tel que le proposait un intervenant à la CCI, devant la grande déception née du refus, du «*fait du roi*» qui n'entend pas l'interpellation des forces vives du pays, les Etats généraux de Batera, assemblés dans la salle de Jeu de Paume de Labastide-Clairence (l'une des plus vieilles de l'Hexagone) fassent le serment de ne point se séparer avant d'avoir donné une institution au Pays Basque?

Parada historikoa

MARYLISE Lebranchuk ez du erran Ipar Euskal Herriari Lurralde Elkargo bat onartuko dioten ala ez. Ez duela aterik hesten erran zuen ostegunean Miarritzen izan zenean. Ez da guti. Esperantza izpi bat zabaldu zuen. Baina segidan erran zuen ez zuela aterik idekitzen ere. Eta horrek kezka piztu zuen. Orain arte egiten dakitena egiten segitzearen hipotesia eman zuen mahai gainean. Ea ostegun honetan zerbait garbiago erraten dion Ipar Euskal Herriko ordezkariak. 1981ean euskal departamendua hitz eman zuen Mitterrand-ek, eta hitza jatearen arrazoia izan zen Ipar Euskal Herriko agintari politiko gehienak aurka zeudela. 1990 inguruan, Pierre Joxe prest zen Ipar Euskal Herriari egitura berezi bat emateko, baina orduan ere proiektuak bide erdian gelditu ziren, Ipar Euskal Herriko agintari politiko nagusien jarrerarengatik. Gerora, euskal departamenduaren aldarrikapenak lortu zuen arrakastaren aitzinean, Frantziako Gobernuak uko egin zuen, Hego Euskal Herriko gatazka armatua aitzakia gisa erabiliz.

Gauzak errotik aldatu dira. 1981ean eta 1990ean ez bezala, oraingoan Ipar Euskal Herriko klase politikoaren gehiengo zabalak bat egiten du Lurralde Elkargoaren eskakizunarekin. Horren lekuko izanen da osteguneko ordezkariak, abertzalak, sozialistak, zentristak eta eskuinekoak elkaturik agertuko baitzaizkio Lebranchu ministroari. Bukatu da, beraz, herritarren edo hautetsien gehiengoak aldarrikapen horri uko egiten diolako aitzakia. Bestea ere bukatu da: bor-

roka armatuarena. Gaur egungo giro berrian, Frantziako Gobernuak ez du aitzakiarik Lurralde Elkargoaren eskakizunari ezetz errateko.

Ezezkoa oraino larriago izanen litzateke, Korsikan gertatuak gogora ekartzen baditugu. Hain zuzen, Korsikan Lurralde Biltzar bat badaukate, erreferendum bat ere izan zen 2003an (nahiz eta ezezkoak irabazi). Korsikan egin diren urrats horiek bake girorik gabe egin dira beti. Borroka armatua indartsu izan zenean egin zituzten urratsak Lionel Jospinek eta Nicolas Sarkozy, bakoitzak bere garaian. Hori kontuan harturik, orain, Ipar Euskal Herriaren aldarrikapenari ezezko erantzuna emanez gero, borroka armatuaren aldekoei argudioak emango lizkiekete edota bide baketsuen aldekoak ahuldu.

Borroka armatuaren aldekoek indarra edo arrazoia ez lukete aise eskuratuko, aski baita Kataluniara edo Eskoziara begiratzea, ikusteko bide baketsuetatik independentziaren aldarrikapenak zein indar har dezakeen ikusteko. Euskal Herrian oraino badugu bide egiteko. Baina kontzienteak izan behar dugu Katalunian gertatzen ari denak Frantziako Gobernuari beldurtzeko arrazoia bat eman diezaiokela, eta horregatik ere Iparraldeari ezagupenik ez ematea erabaki dezakeela, «*zer gerta ere*»: Lurralde Elkargoarekin, eta Hego Euskal Herriak noizbait independentzia lortuz gero, Ipar Euskal Herriak ere bidea egiten balu independentziarantz?



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

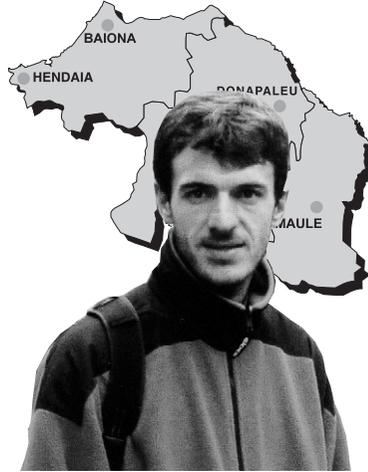
Le printemps sahraoui

● David Lannes

MOHAMED Bouazizi ou le campement d'Agdim Izik? Si l'immolation par le feu, le 17 décembre 2010, du jeune marchand de légumes Mohamed Bouazizi est communément considérée comme le coup d'envoi des Printemps arabes, nombreux sont également les analystes qui tiennent à rappeler l'importance des protestations d'Agdim Izik qui s'étaient déroulées quelques semaines auparavant au Sahara Occidental (voir *Enbata* du 16 décembre 2010). Près de 15.000 personnes avaient monté en octobre 2010 un campement géant à une dizaine de kilomètres de Laâyoune, la capitale du Sahara Occidental. Les revendications de ce mouvement de protestation étaient initialement de nature purement sociale mais, confrontées à l'intransigeance des autorités marocaines, elles s'étaient rapidement rapprochées des thèses indépendantistes. Le 8 novembre, le Maroc démantelait le camp dans une opération d'une rare violence qui fit 11 morts parmi les Sahraouis. Cela faisait des années que le Sahara Occidental n'avait plus connu de protestations de cette ampleur; ont-elles pour autant marqué le début d'un Printemps sahraoui?

Pas de référendum 21 ans plus tard

Le Maroc s'est emparé du Sahara Occidental en 1975 lors du départ de l'Espagne, ancienne puissance coloniale. Après 16 ans de guerre, les indépendantistes du Front Polisario (soutenus par l'Algérie) signaient en 1991 un accord de cessez-le-feu avec le Maroc, qui prévoyait l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans les 6 mois et l'établissement à cet effet de la MINURSO (Mission des Nations Unies pour un Référendum au Sahara Occidental). Fort du soutien de la France, le Maroc a réussi à faire obstruction à ce référendum, et 21 ans plus tard, le statu quo perdure: le Maroc occupe toujours le Sahara Occidental (même si sa souveraineté n'est reconnue par aucun pays), et la MINURSO est toujours sur place. De toute évidence, ce statu quo profite au Maroc puisque l'afflux de colons vient, entre autres, compliquer la tenue d'un référendum. La définition du corps électoral est de fait devenu à lui seul un épineux objet de négociations. Le mouvement né du campement d'Agdim Izik n'a pas encore débouché sur des avancées concrètes. Pour autant, on ne peut pas dire que rien n'ait changé. Les obstructions systématiques du Maroc ne lui ont jamais valu la moindre sanction depuis 1991. A titre d'exemple, l'ONU n'avait pas émis la moindre protestation à l'interdiction faite aux journalistes de se rendre sur le site du campement lors de son démantèlement. Grâce à l'activisme de la France au Conseil de sécurité, le Royaume alaouite a même réussi à obtenir que les Droits de l'homme ne fassent pas partie du mandat de la MINURSO, alors que toutes les missions de l'ONU sont normalement dotées de cette prérogative. Plusieurs événements récents laissent cependant penser que la situation du Maroc ne restera pas longtemps si confortable. C'est l'ONU qui a haussé le ton en premier. En avril, le Secrétaire général Ban Ki-moon déclarait que la MINURSO «*était incapable d'exercer complètement son rôle de maintien de la paix, d'observation et d'information*» en raison des nombreuses obstructions



marocaines — allant jusqu'à l'espionnage. L'émissaire spécial du Secrétaire général, Christopher Ross, a également revendiqué que le contrôle des Droits de l'homme soit rajouté au mandat de la MINURSO. La réponse du Maroc ne s'est pas faite attendre qui annonçait le 17 mai retirer «*sa confiance*» à Christopher Ross. Aussitôt, la France lui emboîtait servilement le pas en estimant qu'il n'était pas réaliste que Ross soit maintenu en fonction...

Reprendre les armes en toute légalité internationale

Mais Christopher Ross a été maintenu, et plusieurs organismes se sont engouffrés dans la brèche ouverte par l'ONU. Ainsi, début septembre, la Fondation Robert Kennedy rendait public un rapport dénonçant «*l'omniprésence des forces de sécurité, les violations du droit à la vie, à la liberté, à l'intégrité physique, à la liberté d'expression, de réunion et d'association*» des Sahraouis. Le Maroc avait à peine le temps de dénoncer «*la nature biaisée de cette association*» que c'est le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture et les traitements inhumains et dégradants qui en remettrait une couche: «*à ce qu'il paraît il existe en haut lieu un compromis pour éradiquer la torture [mais ce] compromis n'arrive pas à tous les niveaux de l'autorité, [...] l'usage de la torture est systématique au Maroc pour les cas impliquant des manifestants anti-gouvernementaux et ceux qui sont accusés de terrorisme*».

Alors que la position du Maroc devient de plus en plus inconfortable à l'ONU, le Front Polisario s'active sur un autre front. Il rappelle que «*quand les Sahraouis ont signé le cessez-le-feu, il s'agissait d'un cessez-le-feu provisoire pour célébrer un référendum d'autodétermination, et ce dernier ne s'est pas tenu*». Il estime par conséquent pouvoir reprendre les armes en toute légalité internationale. Dans une interview à *Gara* qui a eu pas mal d'écho, Mohamed Abdelaziz, le Président de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) est allé jusqu'à déclarer qu'un «*éventuel retour à la guerre est plus plausible que jamais*». Gageons que les puissances occidentales, qui sont déjà bien préoccupées par la stabilité de la région, auront reçu le message...

Le «*Printemps sahraoui*» initié à Agdim Izik aura donc au moins ébranlé un statu quo dont tout le monde à part les Sahraouis semblait s'accommoder. Vivement l'été!

●●● et réjouï de la seconde réélection d'Hugo Chavez à la tête du Venezuela. Apparemment vainqueur de son cancer, arrivera-t-il à vaincre la corruption qui mine le pays de Ximón Bolívar?

●●● et réjouï du coup de filet préventif de Manuel Valls dans les milieux islamistes. Tous français nés en France et certains convertis à l'Islam. Valls connaît bien son manuel.

●●● et régalié à la messe d'intronisation du nouveau curé traditionaliste de Biarritz sous la présidence de son frère en idéologie Mgr Marc Aillet. Ces intégristes-là ne portent pas la burka mais ont retrouvé la soutane.

●●● et réjouï que cette année Lurrrama reçoive le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll. Belle reconnaissance des proscrits de l'agriculture officielle à peine remis de leurs interdits et procès. Voilà un ministre sachant reconnaître le bon grain de l'ivraie.

●●● et réjouï qu'après la première ambassade de Sauveur Bacho, Jean-Michel Galant porte la parole abertzale à Paris pour l'acte III de la décentralisation. Conjurèrent-ils le reniement de 1981?

●●● et désolé de la disparition de Vincent Ducoureau dont le sourire nous fit partager d'intenses moments de beauté plastique et musicale des Cimaïses du Musée Bonnat au Studio d'Oldarra. Nous resterons sous le charme.

●●● et réjouï de la belle aventure de ce maori qui compte, en solitaire relier Hendaïe à la Polynésie à bord de sa pirogue à balancier construite à Bayonne, baptisée selon le rite maori et bénie par Mikel Epalza. Boga Boga Maoriña.



Un élu basque aux Etats généraux des territoires

Nous voici entrés dans la phase décisive du dialogue institutionnel avec le pouvoir central afin que l'acte III de la décentralisation inscrive un volet Pays Basque.

Il est revenu à Sauveur Bacho, maire d'Arberats ayant mené l'automne dernier la liste abertzale aux Sénatoriales, d'ouvrir au Sénat cette concertation.

Il livre aux lecteurs d'Enbata le sens de sa délégation.



Sauveur Bacho dans sa mairie d'Arberats

ENBATA: Vous avez participé aux Etats généraux de la démocratie territoriale au Sénat les 4 et 5 octobre, dans quel cadre?

Sauveur Bacho: Cette invitation au Sénat s'est située dans le prolongement de l'accord RPS-EELV des dernières élections sénatoriales et de la liste commune que nous avons présentée dans le cadre de l'accord national.

Le dernier congrès de RPS à Biarritz a adopté un texte proposant la création d'une collectivité territoriale pour le Pays Basque. François Alfonsi, au nom de RPS, a souhaité que je puisse apporter cette proposition devant les Etats généraux. C'est ainsi que Ronan Dantec au nom du groupe sénatorial EELV m'a invité à y participer.

Enb.: Quels étaient les objectifs de ces Etats généraux et quel lien avec ce qui se passe au Pays Basque?

S. B.: Jean-Pierre Bel, président du Sénat a souhaité, il y a plusieurs mois lancer une démarche de consultation des élus locaux dans le cadre de la préparation de l'acte III de la décentralisation décidé par le gouvernement.

C'est ainsi que plus de 20.000 élus ont répondu à un questionnaire et que des Etats généraux ont été organisés dans chaque département. Pour le département des Pyrénées-Atlantiques, à l'initiative des deux sénateurs et de la séna-

trice, deux débats ont été organisés à Bayonne et à Pau. La réunion organisée à Bayonne, le 13 septembre, a tourné, essentiellement autour de la collectivité territoriale confirmant la volonté majoritaire qui s'était exprimée lors de l'assemblée générale du Conseil des élus du 6 septembre. Il s'agissait, de faire remonter à Paris, la voix du Pays Basque tant des élus que de la société civile qui s'était aussi largement exprimée aux Etats généraux du Pays Basque organisés par Batera à la chambre de commerce le 29 septembre.

Enb.: Quel a été le déroulement des débats et avez-vous pu vous y exprimer?

S. B.: Le 4 octobre, après-midi, quatre commissions de travail se sont réunies, des assemblées de 200 à 250 personnes! Notre atelier était réuni sous le thème: «*Nouer des relations de confiance entre l'Etat et les collectivités territoriales et clarifier les missions des acteurs locaux*». Vaste sujet, chacun pouvait intervenir au maximum 3 minutes. C'est dans ce cadre, très limité, que j'ai pu intervenir en dressant un bref historique de la demande institutionnelle au Pays Basque, le travail et les résultats obtenus dans le cadre du pays, la nécessité de passer de l'expérimentation à un statut de véritable collectivité territoriale avec ses trois piliers: l'élection au suffrage universel direct, un budget avec la levée de la fiscalité, des compétences larges. L'assemblée a écouté l'intervention, je n'ai noté ni approbation, ni désapprobation, l'essentiel était d'en parler publiquement dans l'enceinte du Sénat. Je pense que ceci participe du travail d'explication que nous devons accentuer au

Une excellente nouvelle pour le

David Grosclaude, militant occitan, longtemps responsable de la revue "La Setmana", aujourd'hui conseiller régional, membre du groupe Europe Ecologie au titre de Régions et Peuples Solidaires apporte un soutien béarnais à l'institution Iparralde.

LES élus du Pays-Basque veulent une collectivité propre. C'est une excellente nouvelle et pas que pour les Basques; aussi pour les Béarnais. C'est une bonne nouvelle car il faut de l'audace en cette période de débat sur la réforme territoriale. Il s'agit là d'un vrai projet de

décentralisation. Et de la centralisation nous en souffrons beaucoup. Je me réjouis de tout ce qui peut nous en faire sortir.

La réactivité face à la crise (économique, sociale, écologique) en dépend. Rien ne serait pire que de faire une réforme territoriale tiède. Il faut du changement. Le cen-

tralisme fait de notre pays une sorte de monarchie républicaine. La monarchie fait des sujets. La République décentralisée, régionalisée nous aidera à être des citoyens. Si la demande des Basques devait mener à la fin d'un département, ce ne serait pas une tragédie. Ce serait pour les Béarnais une chance car ils seraient obligés de réfléchir enfin à ce qu'ils sont et à l'avenir de leur territoire.

Merci aux élus du Pays Basque et du Bas-Audour de nous botter un peu les fesses. Il faut voir les choses en positif contrairement à ce que je lis ça et là. Il ne s'agit pas d'un

IÑAKI VALENTIN, MILITANT DE WWW.DESAZKUNDEA.ORG

Ecologiste et féministe : c'est l'économie de la transition



Du 12 au 14 octobre, auront lieu à Gasteiz les Deuxièmes Rencontres sur la Décroissance et la Transition, qui réuniront de nombreux mouvements de l'Etat Espagnol oeuvrant dans ces domaines. *Alda!* a interviewé Iñaki Valentin, du Collectif Desazkunea de Bilbo, sur l'économie féministe et l'économie écologique, deux visions de l'économie qui seront approfondies et rapprochées durant ce week-end.

Quel a été ton parcours avant de militer dans le domaine de la décroissance et de la transition ?

J'ai 42 ans et suis avocat de formation. Mon quart de siècle de militantisme de gauche m'a permis de noter certaines carences dans les organisations militantes que j'ai connues : au niveau de la démocratie interne ou des discours féministes et de questions écologiques (rarement traités comme transversaux et encore moins dans le domaine économique).

J'ai dès le début, en 2010 participé au Collectif Desazkunea/Décroissance de Bilbo qui petit à petit a établi des liens avec celui de Gasteiz en Transition et une initiative similaire en Gipuzkoa.

Ces mouvements, assemblés, avec une rotation annuelle des responsabilités m'ont permis jusqu'à maintenant d'être en charge des conférences, des ateliers de formation, de la traduction, etc. Leur mode de fonctionnement, toujours à la recherche de l'auto-gestion, et pratiquant la formation permanente (via des lectures d'ouvrages théoriques et pratiques venant de l'Etat français et italien, etc.) m'ont permis de mieux comprendre ce que sont la décroissance et la transition.

▼
*"Tamalez, gutti erakundetan
feminismoa eta ekologia
gai transbertsala batzu bezala
konduan hartuak dira..."*

Vous allez justement approfondir ces deux thèmes durant le prochain Week-End à Gasteiz ?

Oui, du 12 au 14 octobre se dérouleront à Gasteiz les 2^e rencontres de l'Etat Espagnol, sur la décroissance et la transition.

Vendredi, le 12, sera l'occasion de mieux nous connaître entre les différents groupes participant (qui on est, et, ce qu'on fait, etc.).

Le samedi 13, sera la journée de la formation sur l'économie écologiste et féministe.

La troisième et dernière journée sera elle consacrée aux projets que les différents mouvements de l'Etat espagnol pourront mener ensemble (tout en gardant l'autonomie et l'esprit d'auto-gestion).

Ce sera une occasion de montrer les défauts du modèle économique dominant ?

En effet, le système économique dominant, le système capitaliste, nous est présenté comme le seul modèle fonctionnant.



Iñaki Valentín

Il repose sur l'accumulation de richesse sans limite, dans un monde qui lui pourtant a ses limites physiques.

Or, il est évident que ce modèle économique est terriblement destructeur tant au niveau écologique (sur-exploitation de matière première, extraction non durable d'énergies fossiles avec les pollutions et changement climatique que cela entraîne !) qu'au niveau social (de plus en plus d'inégalités ; le pouvoir économique dans les mains d'une oligarchie domine le pouvoir politique).

Ainsi, le système économique dominant promeut un «*idéal de vie*» et «*un niveau de vie*» comme modèle à atteindre qui, compte tenu de l'empreinte écologique qu'il exige d'avoir n'est pas viable pour être appliqué par les 7 milliards d'habitants de la planète.

Nous vivons comme si nous avions une planète B à notre disposition... et ceux qui proposent de «*coloniser*» mars comme solution, sont de l'école de ceux qui «*promettent le pain aujourd'hui , pour avoir la faim demain*».

Que sont et qu'apportent ces autres visions de l'économie ?

L'économie écologiste considère que toute activité humaine, y compris l'économie, sont réalisées dans un espace limité qui s'appelle la planète terre. On ne peut donc se considérer comme à part de cette biosphère.

L'économie féministe, elle de son côté, considère que le modèle économique dominant est la pointe de l'iceberg qui fait peu de cas de toute la partie immergée (soins aux personnes, attention envers ses proches, etc.) que les femmes tiennent à bout de bras alors l'économie capitaliste n'est préoccupée que par la marchandisation.



"Baitezpadakoa da planetaren mugak eta jendartearen errespetatzerat helburu duen ekonomia eredu lehenestera"

Comment ses visions économiques s'enrichissent-elles ?

Elles ont comme avantage pour les militants de présenter une vision critique et complémentaire du système économique dominant.

Elles intègrent les deux paradoxes du système capitaliste. Le respect de la planète (pour l'économie écologiste) et le respect de l'humain (pour l'économie féministe). Il est donc important que ces deux formes économiques échangent entre-elles.

Justement comment se complètent-elles ?

Actuellement, le système économique dominant ne laisse même plus aux citoyens la possibilité d'effectuer des choix de mise en place de politique répondant aux priorités de la société et de la planète.

Mais des initiatives concrètes comme des éco-villages, des dynamiques de travaux en groupe (utilisées par les «*indignés*»), les monnaies locales, etc. montrent que pour rendre notre empreinte écologique acceptable cela passe par un meilleur partage de richesse, d'expérience, etc.

Que devons-nous faire pour mieux nous tenir au courant des alternatives théoriques et pratiques ?

Le forum nous permettra de mieux nous connaître entre acteurs de ce milieu.

Des personnalités telle que Joao Martinez Alier, Amaia Perez Orozco, l'expérience d'éco-villages (avec Mabel Cañada de la commune de Lakabe qui depuis 30 ans met un mode de vie écologiquement et socialement durable en place via le dialogue et la participation) nous aideront aussi à mieux connaître la philosophie et la pratique de cette transition.

Enfin, une série de références est aussi mentionnée sur notre site www.desazkundera.org



DESAZKUNDE ETA TRANTSIZIO
BIGARREN TOPAKETA

Urriak 11- "SURGERE" Estreinaldia

- * Dokumentala: Islandiar matxinada, espaniar estatuko "krisiaren", jatorria, zergatiak, botere erlazioak...

Urriak 12- ELKAR EZAGUZEN EIA BEGIRAIZEN

- * Aurkezpena, elkar ezagutzen.
- * Desazkundera eta trantsizio esperientzia praktikoak.

Urriak 13 - IKASTIEN

- * "Diálogo entre la economía feminista y la economía ecológica". Joan Martínez Alier eta Amaia Pérez Orozco
- * "Afectos-liderazgos-conflictos en los movimientos Sociales" Lakabe Mabel Cañada

Dia 14 - KOORDINAZIOA

- * Koordinatzea eta elkarlana egin.

URRIAK 12tik-14ra
VITORIA-GASTEIZ

Izena ematea: encuentros.desazkundera@gmail.com

Alternatibak eraikitzen

DESAZKUNDE ETA TRANTSIZIO
BIGARREN TOPAKETA

URRIAREN 12tik-14ra
VITORIA-GASTEIZ

Izena ematea: encuentros.desazkundera@gmail.com

Alternatibak eraikitzen

Zilegi bekit

Lucien Etxezaharreta

Ez gara ohituak Euskal Herrian gure euskal politikaz hitzegitea ez baldin bagara politikoak nonbait.

Bistan dena, bakotzak gure kontuarretan AB eta BOren arteko partidaz komentario nasaia ditugu.

Euskal presoetaz kontsensu zabala badago hauek herriratzeko, guziz larriki eri direnak libratzeko, bederen.

Zeren eta zer da justizia hori bere araudiak aplikatzen ez dituen terrorismoaren kontrako barkamenik gabeko gerlaren gatik?

Non ditugu gure Baionako lehengo lagunak, Parrot eta besteak, bizirako kartzelarako direla iduri luke.

Su etena, menia, armak uztea, ok, baina non da parreko jestua?

Zer gertatu da ote gauzen horrelakatzeko?

Emilio Lopez Adanek berriki argitaratu liburuak galdera asko eta beste hainbeste ohar agertzen ditu.

Inpresione txarra da denbora haue-tan hor agertu hitzek oihartzun guti dutela.

Minak ez du gogoetara pusatzen, egia da.

Bortizkeri armatuaren erabilaren inguruak analisatuak dira lan hortan.

Nabaritzen da horrek arraildura gai-tza sortu duela gure herritarren artean.

Behatzen delarik Algerian terrorismo, kontra terrorismo eta beste bortizkeriek nolako isiltasuna sortu duten orain arte, behar ote dugu oraindik 50 urte itxaroten egon hortaz mintzatzeko?

Egia ustez zutenek eta oraindik dutenek mundua agintzen dute eta agindu nahi sekulan baino gehiago, aski da ikustea erlisione kapitulua, katoliko ala mahometano, denek bat egiten dute beren egia beritablea sarrarazi nahiz.

Politikoez ba ote dakite nola jendeak nardatzen dituzten zurezko mihi famatu harekin etengabe beren egia saka-tu nahiz.

Ba ote dakite euskaltzetasunaren -erran gabe abertzaletasunaren- zati- ketak behexkuntzak zoin okaztagarriak diren gogo onez zerbait egin nahi dutenentzat?

Honek guziak erran nahi duela gure egoerari behako bat eman behar diogula seriozki, gure historiari so egin, mintzatu.

Milesker Emilio.

ESTHER VIVAS

Militante de mouvements écologistes et sociaux



Etat espagnol, 25S :

“Quand les “marchés” entrent par la porte, c’est la démocratie qui sort par la fenêtre!”

(Suite et fin de la Tribune de la semaine dernière)

Coup d’Etat ?

Les seuls putschistes ici sont les pouvoirs financiers qui renversent comme bon leur semble des gouvernements et les remplacent par des hommes de confiance.

En Italie, ils ont écarté Silvio Berlusconi pour désigner Mario Monti, ex-conseiller de la banque Goldman Sachs.

En Grèce, ils ont remercié Giorgios Papandréou pour lui substituer Lucas Papadémos, ex-vice président de la Banque Centrale Européenne.

Et sans aller plus loin, le fringant ministre de l’Economie espagnole, Luis de Guindos, est un ancien de la banque Lehman Brothers.

Comme le disait le journaliste Robert Fisk: «*Les banques et les agences de notation se sont transformées en dictateurs de l’Occident*». Et quand les «marchés» entrent par la porte, c’est la démocratie qui sort par la fenêtre.

Parlement et volonté populaire...

Il est difficile d’estimer aujourd’hui que le Parlement «représente la volonté populaire». Bon nombre de ministres et de députés proviennent des entreprises privées, d’autres y retournent sitôt leur carrière politique terminée.

Les entreprises récompensent généralement les services rendus.

Vous souvenez-vous d’Eduardo Zaplana? D’abord ministre du Travail, puis conseiller de Telefonica.

Elena Salgado? De vice ministre de l’Economie, elle est devenue conseillère d’Abertis.

Sans parler de Rodrigo Rato, ex ministre de l’Economie, puis directeur du Fonds Monétaire International et enfin président de Bankia. Ses aventures comme patron de banque nous ont coûté cher.

Sans oublier les ex premiers ministres Felipe González et José Maria Aznar, le premier étant devenu conseiller adjoint de Gas Natural et le second de Endesa, News Corporation, Barrick Gold, Doheny Global Group... Ainsi vont les choses.

Plus de démocratie

Mais la démocratie c’est, précisément, ce que revendique le mouvement des indignés, une démocratie réelle au service du peuple et incompatible avec la séquestration de la politique par le monde des affaires ou avec l’espagnolisme centraliste qui nie le droit à l’autodétermination des peuples.

Paradoxalement, c’est avec l’adjectif «d’anti-démocrates» que le pouvoir qualifie les protestataires.

Anti-démocrates pour «assiéger» symboliquement le Parlement catalan le 15 juin 2011, à l’occasion des débats sur le budget qui impliquaient alors les plus importantes mesures d’austérité de la démocratie catalane alors qu’elles ne figuraient dans aucun programme électoral. Anti-démocrates pour organiser des assemblées sur les places et stimuler le débat public. Anti-démocrates pour occuper des logements vides et leur donner une utilisation sociale. Anti-démocrates, en définitive, pour combattre des lois et des pratiques injustes.

La démocratie est du côté de ceux qui luttent pour elle

Et quand il y a plus de démocratie dans la rue, il y a plus de répression. Des amendes d’une valeur de 133.000 euros sont exigées par le ministère de l’Intérieur contre 446 activistes du 15M de Madrid ; 6.000 euros contre 250 étudiants du «Printemps de Valence» ; des centaines d’euros contre des activistes en Galice, pour ne citer que quelques exemples. A côté de cela : plus d’une centaine d’arrestations en Catalogne depuis la grève générale du 29 mai ; l’ouverture du page web de délation des manifestants à la police... Et, aujourd’hui, on modifie le Code Pénal pour criminaliser les nouvelles formes de protestation.

L’autre visage des politiques d’austérité, c’est la politique de la peur et de la répression. Moins d’Etat social, c’est plus d’Etat pénal. La démocratie n’est pas du côté de ceux qui prétendent l’exercer, mais bien du côté de ceux qui luttent pour elle. L’histoire en est pleine d’exemples. Le «25S» sera l’un d’eux.

Deskonkista kolektiboaren pesta handia

Urriaren 14an, denak Donapaleura!

Nafarro guztitik, eta urrunagotik, jendeak eta taldeak antolatzen ari dira: Erronkarikoak beren jantzi ikusgarriekin, Baztango musikariak, Zangozako dantzariak, Burlatako, Barakaldoko eta Donapaleuko joaldunak, Tafalla eta Garestik dantzari elibat, Iruñea, Baigorri, Kanbo eta Donapaleuko ziganteak beren gaiteroekin, albokalariak, Baxenabarreko dantzari multzoak Baigorri, Garazi eta Amikuze guztitik, Oztibarreko batukada, Amikuzeko txaranga eta trikilariak, Força Farxa kataluniako orkestra, Chancaires Biarnoko zangaluzer eta kantariak, bertsulariak, eta jendeak ere jitekoak dira... autobusez, autoz,...

Zu ere gomit!

Bistan dena, zerrendan ahanzten ditugula talde zonbait, eta bereziki zu irakurlea, gomit baitzira Donapaleurat helduden igandean, urriaren 4 huntan, duela 500 urte errege Joanek egin deiarri erantzunez, gure eta gaurko gisako «deskonkista kolektiboaren» abiatzeko.

Egunaren egitaraua

✓**10ak 30etan** : pasakarrika euskal herri guziko eta urrunagoko dantzari, musikari, zigante, joaldun eta jendeekin...

✓**12etan** : Deskonkista kolektiboaren abiatzea, ziganteen dantza eta baxenabarre guziko bolanten dantzarekin

✓ mutixkoak eta aperitifa

✓**bazkaria** : zikiroa ogitartekoan, gasna, bixkotxa, kafe eta ttott :10€ ; haurrentzat 5€ko menua

✓**16etan** : tokiko kantariak (Etxart ahizpak, Auxtin Alkat, Kuntzulu, Etxamendi, Kattalin Indaburu, Lumendi taldea, ...) eta dantza desafioak dantza taldeen artean

✓**18tan** : Harri altxatze Iñaki Perurenarekin : oren bateko ikusagarri «*harrigarria*»

✓**19tan** : Buuz buu taldearen kontzertua

✓**21etan** : Hurmuraio gaztetxean

Egun guzian haurren xoko animatua.

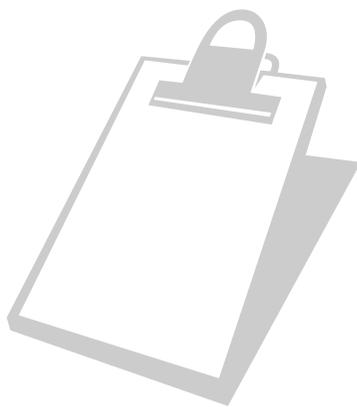
Zatozte denak!

Ez hutsegin Nafartar naturalen pesta hau. Nafartar naturalak baikira, hala nahi izanez gero agian!



Gomitaren bideoa ikusteko : www.bizirik2012.net/donapaleuko-aldarria

Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org

Non à la suspension
du journal France 3
Euskal Herri-Pays Basque !

Des mobilisations seront organisées dans les semaines à venir pour montrer que cette fermeture n'est pas acceptée par le Pays Basque.

✓ Comme certains se sont mobilisés hier pour maintenir la CPAM, la CAF, l'URSSAF etc. en Iparralde ;

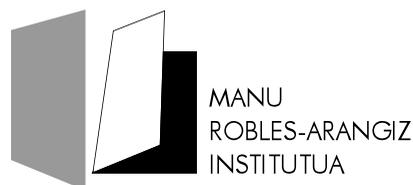
✓ Au moment même où le gouvernement doit se prononcer sur le sort institutionnel du Pays Basque nord ;

✓ Parce que plus que jamais relocalisation et proximité sont des valeurs d'avenir ;

Empêchons ce grave précédent
et les suites néfastes qu'il prépare !

Réunion **vendredi 12 octobre à midi** dans les locaux de la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20, rue des Cordeliers à Bayonne pour préparer les mobilisations qui auront lieu d'octobre 2012 à janvier 2013.

Collectif "Touche pas à Euskal Herri-Pays Basque ez hunki !"



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



“Il s’agissait, de faire remonter à Paris, la voix du Pays Basque tant des élus que de la société civile qui s’était aussi largement exprimée aux Etats généraux du Pays Basque organisés par Batera à la chambre de commerce.”

niveau de l'Etat français.

Enb.: Avez-vous pu nouer d'autres contacts au Sénat?

S. B.: J'ai pu avoir plusieurs conversations avec Ronan Dantec, sénateur EELV, qui est déjà sensibilisé sur ces questions par les instances EELV du Pays Basque. Je lui ai proposé qu'une délégation de sénateurs EELV reçoive la délégation qui monte à Paris pour rencontrer la ministre Marylise Lebranchu le 11 Octobre. Il a accepté, et c'est ainsi que la délégation du Pays Basque sera reçue au Sénat par une délégation sénatoriale EELV l'après-midi du 11 octobre pour une séance de travail. Il me semble que c'est important, chacun à sa place et suivant sa sensibilité doit tout faire pour informer, sensibiliser et essayer de persuader les parlementaires au niveau national. C'est, à ce niveau que va se jouer la partie finale.

Enb.: Comment voyez-vous la suite?

S. B.: La bataille va être très rude, rien n'est ni gagné, ni perdu. On en saura sans doute un peu plus sur les intentions gouvernementales après le voyage à Paris. Nous avons été si souvent déçus que nous ne versons pas dans un optimisme béat mais nous devons redoubler d'efforts pour convaincre. Le Parti Socialiste, le gouvernement de gauche ont une occasion historique d'établir des relations de confiance avec le Pays Basque, nous avons les propositions adéquates, nous sommes prêts au débat, à construire ensemble les instruments institutionnels qui permettront de préparer l'avenir du Pays Basque et de ses habitants.

Martinen kronika



Vers une résolution de l'ONU ?

D EPUIS maintenant plusieurs mois, le Conseil des élu(e)s et le Conseil de développement du Pays Basque ont entamé une démarche importante pour l'avenir du territoire.

Cette initiative a répondu à la fin programmée des «pays» et au questionnement naturel qui s'en est suivi, mais elle puise aussi son origine dans le travail continu et acharné de la plateforme Batera. Depuis 10 ans inlassablement, Batera poursuit son travail et a connu des succès incontestables au travers des diverses mobilisations organisées.

L'année 2012 a vu, un véritable renversement de tendance, une prise de conscience collective du risque de perdre l'existant, de n'avoir aucune certitude pour l'avenir et à terme de connaître un net recul après tant d'années d'exercice démocratique autour d'un projet de territoire.

Pire, le travail d'analyse a fait apparaître le côté dépassé, usé, du «pays» ce qui a fait dire à nombre de participants: «*même s'ils sont maintenus les "pays" ne sont plus pertinents*». La machine s'est emballée, la certitude de pouvoir prétendre à une collectivité territoriale à statut particulier a rallié à la cause des personnes jusque là dubitatives, voire opposées. C'est cela le temps d'un débat riche et ouvert!

Puis, le Sénat mettant en place de façon concomitante une réflexion nationale sur une décentralisation accrue, il parut impératif d'inscrire le Pays Basque dans le processus.

Ce fut donc le texte, maintenant fameux du

Conseil des élu(e)s, porté le 6 septembre devant son assemblée générale et les chicaneries qui ont suivi. Au final ce texte a reçu un aval très majoritaire.

Que l'on en juge: 5 des 6 parlementaires, le Président de l'Acba et maire de Bayonne, le 1^{er} vice-président du Conseil général, des conseillers généraux, une conseillère régionale, des présidents de communautés de communes, de nombreux maires et adjoints. (70 % Pour).

A cela, il convient de rajouter la société civile: acteurs économiques avec la CCI, acteurs sociaux avec les syndicats ouvriers et paysans, le monde culturel, universitaire...

Une vraie dynamique s'inscrivant pleinement dans la démarche du Sénat qui invitait les territoires à faire preuve de créativité et d'innovation.

La réalité c'est qu'un mouvement a pris corps, et qu'il est très majoritaire. Pour le gouvernement, répondre à cette attente par un dialogue ouvert est la seule solution. Se réfugier encore une fois derrière les arguties habituelles, suggérer que l'unanimité n'est pas acquise serait une faute politique et une nouvelle injustice.

L'unanimité! Et pourquoi ne pas exiger une résolution de l'ONU sur le sujet? La question est plutôt d'évaluer le nombre de ceux qui s'opposent.

Faut être sérieux!

Ne nous laisserons pas prendre à un piège qui consisterait, cette fois encore, à multiplier les obstacles pour enterrer le projet!

Béarn !

divorce, nous ne serons pas orphelins mais juste face à une obligation de réfléchir.

Quel avenir pour le Béarn? Quelles relations avec l'Aragon? Quelle place dans un ensemble régional plus large? Quelle place pour le Béarn dans l'espace pyrénéen? Quelle place pour la langue occitane? Quel tourisme? Quels transports? Et j'en passe... S'ouvre un nouvel horizon. Voilà qui est motivant. Pourtant je sens peu d'enthousiasme du côté béarnais, presque de l'amertume. Au contraire, allons-y, débattons, imaginons le Béarn de demain!

Si les élus et la population du Pays Basque

et du Bas-Adour veulent une collectivité je ne vois pas au nom de quoi on la leur refuserait.

La France doit se décentraliser, l'Europe doit se fédéraliser. L'efficacité des politiques publiques n'en sera que meilleure et bien des exemples s'offrent à nous qui le démontrent.

Je suis un régionaliste, un fervent défenseur de l'autonomie des collectivités. J'ai dit autonomie qui est un très beau mot. Je réponds à ceux qui dénoncent un morcellement, une balkanisation. Autonomie c'est le mot que l'on emploie lorsque l'on veut éduquer au

mieux nos enfants afin qu'ils soient autonomes, c'est-à-dire libres de penser et d'agir mais liés à leurs proches par des liens affectifs et de solidarité.

Autonomie c'est ce que l'on souhaite à ceux qui vieillissent et que l'on veut aider à rester actifs, libres, malgré l'âge. Autonomie c'est le statut de beaucoup de régions en Europe et cela signifie que l'on prend des responsabilités sans échapper aux devoirs que l'on a envers les autres.

Alavetz, biarnés: endavant!

David Grosclaude

Courrier

Enbata lieu de controverse: politique, sociale, culturelle souvent. Plus rarement éthique. Gabriel Oyharzabal réagit à la chronique de Peio Etcheverry-Ainchart sur le mariage homosexuel.

La chronique de Peio Etcheverry-Ainchart dans le numéro d'Enbata du 27 septembre, m'a inspiré la réponse suivante. Il écrit: «Ce sujet —Mariage homosexuel et homoparentalité— les abertzale n'en parlent guère, et, en tout cas, ils ne sont pas très audibles. Il est vrai que le contexte socio-culturel du Pays Basque n'y aide pas beaucoup, tellement il reste celui d'un conservatisme, voire d'un archaïsme pesant...». Il lui semble que tout naturellement les abertzale sont favorables au mariage homosexuel alors que le sujet suscite un légitime débat; on peut donc ne pas y être favorable selon le point de vue de chacun. C'est mon cas sans que je me considère comme un ringard. Peio pense que, probablement, nous nous trouvons devant une grande avancée sociétale alors qu'on peut avoir le sentiment inverse.

Il met cette supposée résistance de la société basque sur le compte de «la fidélité aveugle à une orthodoxie catholique...». Il y a belle lurette que la population basque n'est plus dans cette obéissance aveugle à l'autorité de l'Eglise et que la réaction des gens dans le Limousin par exemple, déchristianisée depuis des siècles, est peu différente de celle du Pays Basque.

Il pense aussi que les abertzale devraient s'engager —dans son esprit bien entendu favorablement— Il croit que ceux qui s'expriment sont surtout ceux qui sont opposés à la future loi alors que j'en ai le sentiment inverse. Je dois être probablement le premier à exprimer dans Enbata une opinion défavorable à la future loi. Ayant moi-même des amis homosexuels, je connais assez bien les difficultés qu'ils doivent affronter et aussi quelques souffrances intérieures liées à leur condition. Ils craignent avant tout l'homophobie qui, elle, doit être combattue avec la plus grande fermeté. Je constate aussi que parmi eux, certains y sont hostiles. Comment parler simplement d'un sujet si complexe? Sous les coups du libéralisme et de l'individualisme, de nouveaux codes culturels sont en train de s'imposer dans les sociétés occidentales en rapide mutation.

Je ne cache que, d'où je m'exprime, —car on s'exprime toujours de quelque part— c'est, pour le dire vite, d'un point de vue de l'anthropologie chrétienne.

Un très petit rappel historique s'impose. Dans les sociétés anciennes (500 ans avant Jésus-Christ et je ne me limite qu'à l'Occident) l'homosexualité était courante et les plus grands philosophes avaient leurs amants comme Socrate avait Alcibiade.

Dans le Judaïsme, si l'homosexualité est bannie, d'où les expressions comme «la sodomie», la polygamie a été la norme longtemps, pour, petit à petit, être à son tour interdite. Ceux qui ont été au catéchisme, se souviennent peut-être que Abraham (le père commun au

trois religions du livre) avait au moins trois femmes et que le bon roi Salomon en avait 700 et trois cent concubines —Ouf, le pauvre!—. Plus tard, le christianisme la condamnera à son tour mais en mettant en avant le mariage monogame dans sa dimension sacrée et mystique. Notons que Jésus ne dit rien de l'homosexualité mais il a sacralisé la relation homme/femme. Dans les faits, la monogamie mettra plusieurs siècles à s'imposer.

Avec la réforme grégorienne des XI^e et XII^e siècles, dans le long bras de fer qui opposera la Papauté au Saint Empire romain germanique, avec l'apparition d'un espace laïc différent de celui des clercs, l'Eglise créera un nouveau sacrement, celui du mariage. Ce qui veut dire que, jusqu'alors, c'est le concubinage qui prévalait comme aujourd'hui d'ailleurs. N'oublions pas que 52% des enfants naissent hors mariage.

Au Pays Basque dans bien des régions, très longtemps, le concubinage était la règle. Venait ensuite le mariage et souvent à cette occasion se réglaient les problèmes de succession.

A la Révolution française, en 1792, est créé «le Mariage civil». Il prendra le pas sur le mariage religieux. Rappelons que se marier d'abord à l'Eglise est un délit.

Comme je l'ai entendu dire récemment par un journaliste du *Nouvel Observateur*, et plus récemment par Bachelot, aujourd'hui le mariage civil évolue vers une forme de contrat. Quand la loi sera votée, ce ne sera pas un homme et une femme mais deux personnes qui se marieront. A la mairie, c'est au nom de la Loi qu'on est déclaré marié.

A l'Eglise, c'est au nom de Dieu qu'on est marié. C'est un engagement définitif de loyauté et d'assistance jusqu'à la mort d'un des deux époux. Donc, mieux vaut ne pas se tromper! Chez les orthodoxes, connaissant la faiblesse humaine, on a droit à un joker, on peut se tromper une fois!, chez certaines églises protestantes... plusieurs fois, chez d'autres le mariage homosexuel est reconnu (église luthérienne de Suède)! Enfin, chez les Mormons fondamentalistes la polygamie est acceptée. Bref, par ce survol historique, je voulais simplement insister sur le fait que le mariage se décline de nombreuses façons et rappeler que «notre» (en France) mariage civil a été jusqu'à aujourd'hui une copie du mariage religieux. Il avait trouvé un certain équilibre et un fort consensus dans la société.

Pour avoir une réelle légitimité, le mariage homosexuel mériterait d'être validé par un référendum (comme le Traité budgétaire européen d'ailleurs).

Mais chez nous on devrait plutôt s'étonner qu'en 2012 encore, une bonne partie de la population d'Irun et de Fontarabie s'oppose à ce que des femmes défilent lors de la San Martial et que la police doive intervenir pour les pro-

“Que le mariage civil comme au Canada s'appelle “Union civile - Itun/Hitzarmen zibila”. Que le mot “mariage —Ezkontza—” soit réservé aux mariages religieux de toutes obédiences. Que le mariage religieux ait valeur d'Union civile sur le plan administratif comme il l'est par exemple en Ecosse.”

téger. Et moi, d'être consterné pour ne pas dire plus, que l'Eglise ne reconnaisse pas encore pleinement la place des femmes dans l'Eglise. Faute de place, Je n'aborde pas ici les problèmes de l'homoparentalité qui soulève d'autres difficultés bien plus graves.

Dans notre monde déboussolé et en perte de repères, des avancées scientifiques en bioéthique permettront de créer des situations inédites mais pas forcément éthiques, comme par exemple, une femme peut assouvir son désir d'enfant par la fécondation in vitro dans une clinique de Donostia.

Bref, cher Peio, il existe d'autres points de vue sur l'homosexualité et l'homoparentalité tout à fait légitimes portés aussi par des abertzale de gauche (j'en connais plusieurs). Sachant qu'au Sud, le pas est déjà franchi, enfin quand le Pays Basque sera indépendant —certes, ce n'est pas pour demain!— on pourrait proposer une Loi:

Que le mariage civil comme au Canada s'appelle «Union civile - Itun/Hitzarmen zibila».

Que le mot «Mariage —Ezkontza—» soit réservé aux mariages religieux de toutes obédiences.

Que le mariage religieux ait valeur d'Union civile sur le plan administratif comme il l'est par exemple en Ecosse.

Mais au Pays Basque comme partout ailleurs, derrière tout cela, existent d'autres enjeux bien subtils et bien mystérieux. Comprenez qui pourra...

Gabriel Oyharzabal



Gabriel Oyharzabal



Courrier

Je suis pour la Charte européenne des langues régionales et j'ai voté Mélenchon!

CHERS amis,
J'ai été surpris par la «Lettre ouverte à Jean-Luc Mélenchon» de Jean-Michel Bedaxagar (*Enbata* n°2241, 23 août). Quand on écrit une lettre ouverte à un homme politique, c'est pour prendre l'opinion à témoin et obtenir quelque chose de lui. Là, il s'agit uniquement de dénonciations. L'auteur attaque les positions de Mélenchon hostiles aux langues régionales, mais aussi celles en faveur de la République sociale («*démagogie la plus fantaisiste*» dit J-M. Bedaxagar). Il se moque de sa tentative courageuse et anti-carrière de battre Marine Le Pen dans sa circonscription.

Abonné de longue date à *Enbata*, français comme d'autres sont basques ou bretons, marxiste donc internationaliste donc pro-abertzale, je suis partisan du Front de Gauche (FdG) et j'ai voté Mélenchon. Je considère prioritaire la lutte pour la sixième République sociale et contre les traités européens néolibéraux (justement parce que je suis pro-européen). Je ne reconnais nullement le FdG, et même sa tendance la plus mélenchoniste, dans la caricature de Jean-Michel.

Jean-Michel attaque Mélenchon en août 2012 pour ses déclarations de 2009 sur les langues régionales. Mélenchon avait tort mais l'amendement sarkoziste de «*patrimonialisation*»

fronter les marchés et non de les «*rassurer*», de combattre la crise du capitalisme et non la «*crise de la dette*», et sur le refus des traités européens néolibéraux qui détruisent méthodiquement les services publics au profit du capitalisme financier et de son tout-anglais (qui tue toute autre langue, française ou minorisée). Pour le reste, il y a au sein du FdG des divergences importantes (comme sur le nucléaire).

Le FdG en tant que tel a pris des positions nuancées sur les langues régionales, sans doute insuffisantes, lors de sa réunion de Montpellier en février dernier. Cependant, en date du 26 mars, dans son blog personnel, Jean-Luc Mélenchon s'était à nouveau exprimé contre toute signature de la Charte.

Deux des organisations fondatrices du FdG, le PCF et la Gauche Unitaire, sont favorables à la signature (engagement de Marie-George Buffet lors de la précédente présidentielle, et position traditionnelle de l'ex-LCR dont l'héritage est porté par la GU). Parmi les groupes qui ont ensuite rejoint le FdG, la FASE et le courant Convergence & Alternative (issu du NPA), regroupent des sensibilités favorables depuis toujours aux droits des minorités linguistiques. Au sein du FdG, seuls le Parti de Gauche et République et Socialisme (un petit courant issu du chevènementisme) y sont hos-



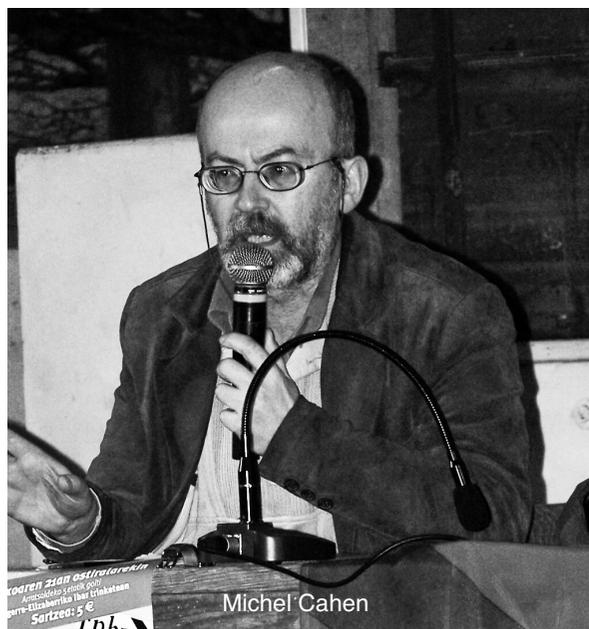
était un enterrement de première classe. Patrimonialiser les langues régionales, comme les cathédrales et le camembert, c'était souligner qu'elles n'ont aucune existence légale et aucun droit politique. Si j'avais été député, j'aurais, avec d'autres arguments, voté contre cet amendement ridicule.

Depuis 2009, «*Mélenchon*» n'est plus un phénomène isolé, il est devenu le leader d'une coalition, le FdG, qui rassemble des gens aux opinions diverses: des jacobins (notamment au Parti de Gauche, le parti de Mélenchon), des antijacobins (notamment à la FASE-Fédération pour une alternative sociale et écologique), les communistes et toute une série de marxistes issus de la LCR ou du NPA, plus des syndicalistes, associatifs et antilibéraux. Ce qui en fait l'unité, c'est l'accord sur la nécessité d'une République sociale, sur l'impératif d'af-

frontes. Les lecteurs d'*Enbata* doivent donc savoir que Mélenchon ne résume pas le FdG.

Quant à Hollande, il soutient les langues régionales comme la corde soutient le pendu. Alors qu'il accepte le maintien de la V^e République, il veut amender sa Constitution sur trois points: intégrer la Charte européenne, le Concordat Alsace-Moselle et le principe du contrat au-dessus de la loi. Cette «*conjonction*» est catastrophique, y compris pour les abertzale. La défense des langues régionales est, quoi qu'en disent les nationalistes français, un impératif de la laïcité. La République ne connaît aucun culte ou groupe de pensée ou croyance, mais une langue ne définit pas un tel groupe (le français est à la fois la langue de la Révolution et de la Restauration). La laïcité implique l'égalité des droits et que tout citoyen de France puisse faire alphabétiser ses en-

“En affirmant son hostilité à la Charte, J-L. Mélenchon ne renforce pas le FdG car il empêche des citoyens de gauche de la rejoindre. Je le regrette.”



fants dans sa langue de France. En revanche, le Concordat d'Alsace-Moselle est une survivance antilaïque du temps où ces régions étaient allemandes. Un laïque qui ne confond pas laïcité et nationalisme français doit donc à la fois défendre les langues régionales et combattre le Concordat. Quant au principe du contrat au-dessus de la loi, c'est la «*liberté*» accordée au patron et à l'ouvrier de discuter «*librement*» du contrat de travail: le travailleur renonce «*librement*» aux garanties de la loi pour être embauché — c'est «*le renard libre dans le poulailler libre*» (Jaurès), c'est l'opt out anglais, c'est la fin d'un siècle de législation ouvrière. Associer la défense des langues régionales à une politique pro-cléricale et anti-ouvrière, Hollande ne peut faire pire pour ces langues: il persuade le camp laïc que leur défense fait partie d'une politique antilaïque et procapitaliste.

En affirmant son hostilité à la Charte, J-L. Mélenchon ne renforce pas le FdG car il empêche des citoyens de gauche de le rejoindre. Je le regrette. Mais de tout cela, il faut débattre sans invective. Mélenchon a déjà beaucoup évolué sur certains points: il a complètement abandonné le productivisme et il y a une forte composante écologiste dans son Parti de Gauche. Le meilleur moyen de dialoguer sur la question des langues régionales sera toujours de le faire du point de vue de la laïcité.

Michel Cahen



Goodbye Spain !

● Xabi Larralde

La manifestation en faveur de l'indépendance de la Catalogne du 11 septembre constitue un fait politique majeur. Elle est la conjonction de deux phénomènes. D'un côté, une poussée souverainiste qui a été exacerbée par le refus du Tribunal constitutionnel en juillet 2010 d'avaliser un nouveau statut pour la Catalogne; un nouveau statut en faveur duquel pourtant, une large majorité de Catalans s'étaient prononcée. De l'autre, les conséquences de la crise qui placent le budget de l'autonomie catalane dans une situation de déficit structurel. A défaut d'une autonomie fiscale, les Catalans seront obligés dans l'avenir de quémander systématiquement des aides à l'Etat central, car il leur est impossible d'obtenir des financements au travers du système financier. Les dirigeants de CiU ne recherchent peut-être pas une rupture à court terme avec l'Espagne, mais la revendication d'une autonomie fiscale ne relève nullement de la symbolique. La confrontation politique avec le pouvoir central est bien réelle. Il est par ailleurs prévisible que les mécanismes configurant la spirale infernale de la dépression de l'économie espagnole vont aller en se renforçant: les mesures de restrictions budgétaires réduisent brutalement la demande et font chuter l'activité économique, elles restreignent en retour les recettes fiscales dans une proportion plus importante que la baisse initiale des dépenses publiques, ce qui creuse les déficits au lieu de les réduire. En parallèle, la montée du chômage et de la précarité augmente le taux des défauts sur le remboursement de crédits immobiliers con-

tractés par des ménages surendettés, ce qui gonfle les pertes des banques, qui réduisent en conséquence leur activité de crédit, ce qui aggrave les effets de la dépression... En ce moment, l'Espagne essaie de gagner du temps, mais dans les semaines à venir, à la première statistique économique décevante, les marchés financiers la sanctionneront en faisant monter ses taux d'intérêt; elle sera alors obligée de réclamer un plan de sauvetage qui est déjà prêt. A partir de là, l'Espagne passera sous la tutelle de la troïka (Banque Centrale Européenne (BCE), Commission européenne et FMI). Et on peut penser que cette tutelle sera extrêmement rigoureuse, car la BCE a décidé de briser ce qui représentait pour elle un tabou majeur: elle est prête à recourir à l'achat de dettes souveraines (dont celles de l'Espagne) sur les marchés financiers. Mais en contrepartie, il sera impossible à l'Espagne de déroger aux mesures de rigueur drastiques que la troïka ne manquera pas de lui imposer. Et l'on connaît avec ce qui s'est passé en Grèce l'efficacité réelle de ces mesures: elles vont aggraver la dépression en alimentant les mécanismes évoqués précédemment. La confrontation politique avec la Catalogne va donc gagner en intensité. Il en sera de même avec le Pays Basque. En effet, l'aggravation de la crise va renforcer les velléités de recentralisation de la droite néo-franquiste espagnole. A l'opposé, confrontées à des mesures d'austérité imposées depuis Madrid et totalement inadaptées à leurs économies, les classes populaires et les bourgeoisies affairistes catalane et basque seront de plus en

“

Plus de quarante ans après la transition post-franquiste, le bilan politique qui émerge aujourd'hui est celui de l'échec d'une architecture institutionnelle de l'Etat espagnol basée sur le principe du "café para todos".

plus enclins à répondre aux injonctions du pouvoir central par un retentissant «goodbye Spain!» clamé à la face d'une communauté internationale ébahie. Plus de quarante ans après la transition post-franquiste, le bilan politique qui émerge aujourd'hui est celui de l'échec d'une architecture institutionnelle de l'Etat espagnol basée sur le principe du «café para todos». L'Etat espagnol est à bout de souffle, alors que le projet indépendantiste par contre, est monté en puissance et a acquis une force et une crédibilité jamais atteintes. On comprendra alors que dans ce contexte, le processus en cours en Euskal Herria qui entérine la fin de la lutte armée ne signifie nullement une forme de reddition de l'indépendantisme basque. Bien au contraire, ce processus vise à structurer une dynamique souverainiste au potentiel largement majoritaire en Pays Basque. Il s'agit ainsi de mettre en mouvement la société basque, et de confronter l'Etat espagnol à une expression démocratique de cette volonté d'accession d'Euskal Herria à la souveraineté qui soit incontournable. En plaçant de la sorte l'Espagne au bord de la rupture, je pense que l'intensité de la confrontation politique qui se prépare est sans précédent. Gageons qu'elle obligera Madrid à s'asseoir à la table des négociations et à entamer une seconde transition.

Notre couverture: Sauveur Bacho, le maire d'Arberats qui a conduit la liste abertzale aux Sénatoriales, rend compte de sa délégation RPS aux Etats généraux des territoires.

Sur votre agenda

Urria:

● **Osteguna 11an, ar. 7 1/2tan, ARIZKUN** (Sasternea). Kantaldi eta olerki musikalak. Xabier Soubelet-Xubiltz elkarte.

● **Vendredi 12, 18h15, BAIONA** (Médiathèque). Soirée Rock basque avec projection de Salda badago et concert de Roni.

● **Vendredi 12, 20h30, URRUÑA** (salle Posta). Réunion publique: Charivari Cavalcade Urrugne 2014.

● **Vendredi 12, 21h, LUHUSO** (Harri Xuri). Créations danse et musique / Dantza eta musika

sorkuntzen zatiak, "Jauregitik" Ezpela, "Burrunkarrika" Burrunka, "Bai Dantza Klask" Cie Tema, "Sor-k" Ibarako Alurr.

● **Dimanche 14, à partir de 10h30, DONAPALEU.** Tous à Saint-Palais. 10h30: passe-rue coloré de danseurs, musiciens,



géants et de gens "naturels" de tous le Pays Basque et d'ailleurs. 12h: acte officiel de "dé-conquête collective"; apéritif et mutxiko, zikiro. 18h: lever de pierre avec Iñaki Perurena. 19h: concert avec Buuz buu.

Vendredi 12 octobre à 19h
Cinéma Le Royal à Biarritz
Projection du film
"Sur les pas de Jakes,
un portrait de J. Abeberry"
réalisé par
Ramuntxo Garbisu

LURRAMA
La ferme Pays Basque

BIARRITZ
MIARRITZE
HALLE D'IRATY
ERAKUSTAZOKA

2012 URRIAREN OCTOBRE 19•20•21

Salon de l'agriculture paysanne
Laborantza Iraunkorraren besta

Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
Un élu basque aux Etats généraux des territoires 4 et 9
Courriers de Gabriel Oyhazabal et Michel Cahen 10 et 11
- CAHIER N°2 «ALDA!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr
Abonnement d'un an: 60€
Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.
Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.
Commission paritaire n°0312 C 87190